

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 27/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EPC FRANCE

4 rue de Saint-Martin
(Dépôt de Cigogné)
13310 Saint-Martin-de-Crau

Références : 2023 /1130 et VAT n° 20230620
Code AIOT : 0010000706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2023 dans l'établissement EPC FRANCE implanté Le Grand Bouchet (Bureaux : 68 rue de la Varenne - 37150 Bléré) 37310 Cigogné. L'inspection a été annoncée le 11/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPC FRANCE
- Le Grand Bouchet 37310 Cigogné
- Code AIOT : 0010000706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt de la société EPC France est spécialisé dans le stockage et la distribution de produits explosifs à usage civil (dans les secteurs du BTP et des carrières).
Compte-tenu des quantités de matières actives stockées, le dépôt qui comprend 2 bâtiments relève de la Directive SEVESO avec le statut "Seuil Haut" (par dépassement direct du seuil).

Les activités du dépôt EPC France de Cigogné sont réglementées par les prescriptions des actes administratifs suivants :

- AP du 14/10/2010 supprimant la totalité des articles des trois arrêtés précédents et autorisant la société à poursuivre l'exploitation de son dépôt de matières explosives ;
- APC du 15/11/2011 autorisant le changement d'exploitant et imposant la constitution de garanties financières "Seveso" ;
- APC du 30 novembre 2015 (abrogeant l'arrêté préfectoral du 13 avril 2015) fixant des prescriptions complémentaires ;
- Courrier préfectoral du 5 décembre 2018 actant la rubrique 4000.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Propreté / Esthétique;
- Documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ;
- Système de gestion de la sécurité (SGS) ;
- Moyens d'intervention incendie ;
- Consignes de mise en œuvre des moyens incendie;
- Alerte des populations / moyens de diffusion ;
- Garanties financières « Seveso » ;
- Vieillesse des produits.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Documents tenus à disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, Chapitre 2.5	/	Sans objet
5	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.7.1	/	Sans objet
6	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 14/10/2014, article 7.7.2	/	Sans objet
7	Protection des populations	Arrêté Préfectoral du 14/10/2014, article 7.7.4.1	/	Sans objet
8	Garanties financières « Seveso »	AP Complémentaire du 15/11/2011, article 3 et 6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 2.3.1	/	Sans objet
2	Esthétique	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 2.3.2	/	Sans objet
4	Système de gestion de la sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 point 7	/	Sans objet
9	Vieillessement des produits	AP Complémentaire du 30/11/2015, article 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 2.3.1
Thème(s) : Intégration dans le paysage
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les abords des dépôts sont correctement entretenus et les installations de taille modeste sont bien intégrées dans le paysage. Le dépôt B est entouré sur 3 de ses côtés par un massif boisé, et le dépôt A, le plus éloigné de la route départementale qui passe au sud-est, est difficilement perceptible depuis cette route du fait de son éloignement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Esthétique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 2.3.2
Thème(s) : Maintien en état des installations
Prescription contrôlée : Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...).
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les 2 dépôts ainsi que leurs abords sont entretenus. Les accès ne présentent pas de difficulté particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Documents tenus à disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, Chapitre 2.5
Thème(s) : Plans et POI
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• [...]• les plans tenus à jour,• le plan d'opération interne,• [...] Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées notamment lors des visites d'inspection.
Constats : Pas d'écart constaté par référence au chapitre 2.5 de l'AP du 14/10/2010. Un écart est cependant relevé par référence à l'article 5 et au i) de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement : l'exploitant ne décrit pas dans son POI les dispositions organisationnelles et matérielles permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux.
Observations : L'exploitant dispose de plans de ses installations, levés par un géomètre en février 2019. Parmi les plans disponibles l'exploitant dispose de : <ul style="list-style-type: none">- 1 plan du dépôt A seul, avec différentes variantes (avec ou sans réserve incendie, avec ou sans les zones de réception / expédition);- 1 plan du dépôt B seul, avec différentes variantes (avec ou sans réserve incendie, avec ou sans les zones de réception / expédition).- 1 plan général des stockages mis à jour en octobre 2018. Le POI, dans sa dernière version est de juillet 2020. Lors de l'inspection l'exploitant a précisé qu'une nouvelle version du POI était en cours d'élaboration pour y introduire la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie (art 9 arrêté ministériel du 26 mai 2014). Une version du POI intégrant la liste des produits de décomposition a été transmise en octobre

2023, postérieurement à l'inspection. Cette version reste à compléter par l'étude des produits de décomposition et des premiers moyens de prélèvements à l'échelle de l'entreprise.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Système de gestion de la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 point 7
Thème(s) : Risques accidentels, Audits et revue de direction
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité. L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant dispose d'une procédure de Revue de Direction (PRO-02 de novembre 2013) destinée à décrire les étapes, les responsabilités et autorités pour la gestion et la maîtrise des documents nécessaires pour assurer le fonctionnement du système de gestion et garantir la réalisation des produits. Cette procédure prévoit la tenue à une fréquence minimale annuelle d'une revue de direction (commune à l'ensemble des sites), qui débouche systématiquement par un plan d'actions (améliorations) décliné par régions, qui fait l'objet d'un suivi trimestriel. Lors de l'inspection le plan d'actions 2023 (issu de la revue de direction de l'année 2022) a été présenté. Outre les actions déclinées dans le plan d'actions le dépôt fait l'objet d'un audit interne tous les ans. Pour le dépôt de Cigogné, la fréquence annuelle est respectée : le dernier audit a été réalisé le 08/09/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense Incendie
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans l'étude des dangers. Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu : <ul style="list-style-type: none"> • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ou des autres services d'urgence concernés avec une description des dangers pour chaque local ; • une ressource en eau de 120 m³ destinée à l'extinction (réserve d'eau ou tout autre moyen équivalent assurant la même capacité d'extinction). Ces équipements sont accessibles et

<p>utilisables à tout moment et en toute circonstance. Ils disposent des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et doit permettre de fournir un débit de 60 m³/h.</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'extincteurs à eau pulvérisée, placés sur chaque dépôt à l'extérieur des bâtiments (2 extincteurs minimum par dépôt) et au niveau de l'aire de stationnement des camions (1 extincteur) ; • de bacs à sable et de bannes à feu, placés à proximité de chaque dépôt. <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble des moyens de secours fait l'objet d'une vérification annuelle.</p> <p>[...]</p> <p>Les opérations d'entretien périodique sur le matériel de lutte contre l'incendie sont effectuées, enregistrées et tenues à disposition des services de protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le personnel intervenant sur l'établissement est formé à la première intervention en cas d'incendie.</p> <p>Dans le cas d'une ressource en eau extérieure à l'établissement, celle-ci doit être située à 1800 m au plus du dépôt A [soit à l'intérieur de la zone couverte par le plan particulier d'intervention (PPI)]. Dans ce cas, l'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de cette réserve. A défaut, l'exploitant met en œuvre les moyens compensatoires équivalents en propre</p>
<p>Constats :</p> <p>Tous les extincteurs présents au niveau des dépôts sont des extincteurs à poudre ABC et non des extincteurs à eau, comme prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement. Pour la formation du personnel à la première intervention en cas d'incendie, cf point de contrôle suivant (n°6).</p>
<p>Observations :</p> <p>Des plans des stockages sont présents dans chacun des 2 dépôts.</p> <p>Sur le chemin d'accès aux 2 dépôts il a été constaté la présence d'une réserve incendie, interne à l'établissement, constituée d'une bâche souple de 120 m³ posée sur le sol. La réserve de marque Citerne est entourée par une clôture et équipée d'une prise de raccordement destinée au service d'incendie et de secours. Lors de l'inspection l'exploitant a indiqué que le matériel avait fait l'objet d'un procès verbal de réception établi par le SDIS.</p> <p>Les installations sont équipées de 5 extincteurs poudre ABC de 9 kg (2 à l'extérieur du dépôt B et 3 à l'extérieur du dépôt A dont 1 à proximité de l'aire de stationnement des camions (à proximité du garage du transpalette). Tous les extincteurs présents ont été vérifiés, pour la dernière fois, le 24/03/2023 par la société CHUBB.</p> <p>Deux bacs à sable équipés chacun d'une pelle sont présents au niveau de chacun des dépôts.</p> <p>Concernant la formation du personnel à la première intervention en cas d'incendie, l'exploitant a précisé que tous les chauffeurs disposaient du permis poids-lourd, et que dans le cadre de l'octroi, puis du renouvellement quinquennal de leur permis et de la réglementation ADR, ils recevaient une formation sur la manipulation des extincteurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2014, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'intervention

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant a communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.</p> <p>Les employés de la société NITRO-BICKFORD susceptibles d'être présents sur le site sont équipiers de première intervention. A cet effet ils sont spécialement formés contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une formation spécifique à la manipulation des extincteurs devrait être organisée plus régulièrement pour l'ensemble du personnel susceptible d'être présent sur le site en sa qualité d'équipier de première intervention.</p>
<p>Observations :</p> <p>La mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours est décrite dans une fiche réflexe présente dans la valise d'astreinte de l'exploitant, et intégrée au Plan d'Opération Interne (POI).</p> <p>L'exploitant précise que le personnel de l'établissement connaît la fiche réflexe et l'utilise dans le cadre de la réalisation des exercices POI.</p> <p>Les chauffeurs qui seraient les premiers à intervenir en cas d'incendie sont équipiers de première intervention. Concernant leur formation à la première intervention en cas d'incendie, l'exploitant a précisé que tous les chauffeurs disposaient du permis poids-lourd, et que dans le cadre de l'octroi, puis du renouvellement quinquennal de leur permis et de la réglementation ADR, ils recevaient une formation sur la manipulation des extincteurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Protection des populations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2014, article 7.7.4.1</p>
<p>Thème(s) : Moyens de diffusion de l'alerte</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les moyens de diffusion de l'alerte de la population définis par le plan particulier d'intervention en vigueur.</p> <p>Ces moyens de diffusion de l'alerte sont commandés, par l'exploitant à partir d'un endroit bien protégé de l'établissement.</p> <p>Ils sont secourus par un circuit indépendant et doivent pouvoir continuer à fonctionner même en cas de coupure de l'alimentation électrique principale. Cette garantie doit être attestée par le fournisseur et le constructeur.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour maintenir ces moyens dans un bon état d'entretien et de fonctionnement. A cette fin, ils sont régulièrement testés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une attestation du fournisseur et du constructeur garantissant que la sirène peut continuer à fonctionner en cas de coupure de l'alimentation électrique principale.</p>
<p>Observations :</p> <p>Pour l'alerte des populations l'exploitant dispose sur son site d'une sirène (de marque COMTEL), actionnable depuis les bureaux de BLERE, ou directement depuis le dépôt. La sirène qui fonctionne sur le réseau EDF et sur batteries, en secours, fait l'objet d'un test mensuel, le premier mercredi de chaque mois, en mode silencieux. Le justificatif des tests mensuels pour l'année 2023</p>

<p>a été présenté. Lors de l'inspection un test de démarrage de la sirène a été réalisé : résultat positif. L'exploitant ne dispose pas d'une attestation du fournisseur et du constructeur garantissant que la sirène peut continuer à fonctionner en cas de coupure de l'alimentation électrique principale. En complément de la sirène un message d'information est diffusé à la population proche du site et aux collectivités par l'intermédiaire d'un automate d'appel "Téléalerte". Le déclenchement de la téléalerte peut se faire par téléphone ou par internet. Ce système est testé tous les mois sur un effectif réduit de 5 personnes employées de la société. En cas de déclenchement du PPI l'exploitant a indiqué que plus de 50 numéros seraient automatiquement appelés.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Garanties financières « Seveso »

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2011, article 3 et 6</p>
<p>Thème(s) : Montant des garanties financières « Seveso » et actualisation</p>
<p>Prescription contrôlée : Art 3 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES</p> <p>Le montant des garanties financières est fixé à 122 000 (cent vingt-deux mille) euros. Le calcul des garanties financières est fait suivant les dispositions prévues dans la circulaire ministérielle du 18 juillet 1997 relative aux garanties financières pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article L.515-8 du code de l'environnement.</p> <p>Art 6 : ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES</p> <p>L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ; • sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.
<p>Constats : Le montant des garanties financières « Seveso » n'a pas été actualisé dans les conditions prescrites par les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral n°19108 du 15 novembre 2011.</p>
<p>Observations : L'établissement dispose d'un acte de cautionnement établi la société QBE et daté du 11/05/2022. Cet acte de cautionnement qui couvre la période du 1er septembre 2021 au 31 août 2024, porte sur une garantie financière mutualisée (pour 11 sites EPC France) d'un montant maximum de 210366,37€. Cependant, même si le montant de la garantie mutualisé est supérieur à celui imposé pour le dépôt de Cigogné, le montant du site de Cigogné n'a pas été actualisé depuis qu'il a été prescrit par l'arrêté du 15/11/2011.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Étiquetage et vieillissement des produits + état des stocks

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/11/2015, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Étiquetage et vieillissement des produits + état des stocks
Prescription contrôlée : [...] Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et s'il y a lieu les symboles de danger. Les matières explosibles conservées dont le vieillissement compromet la stabilité chimique doivent faire l'objet d'un contrôle dont la périodicité est fixée par consignes et doivent être évacuées et détruites si le résultat de ce contrôle est défavorable. Les résultats du contrôle sont consignés sur un registre qui porte le nom et la qualité de la personne qui en est chargée par le chef d'établissement. Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors de l'inspection il a été constaté que tous les emballages comportent le nom du produit stocké et les symboles de danger associés. Le site ne stocke plus de dynamite. Il n'y a donc plus sur le site de produits explosibles dont le vieillissement compromet la stabilité chimique du produit. L'exploitant a présenté l'état des produits stockés au jour de l'inspection ainsi qu'un plan général des stockages Les informations portées sur l'état des matières stockées a fait l'objet d'un contrôle aléatoire pour plusieurs produits. Le résultat de ce contrôle est placé en annexe confidentielle ; il montre que les produits physiquement présents et l'état des stocks informatique sont cohérents, et que les quantités maximales de matières actives autorisées sur le site sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet